

Questions orales

Mme Francine Lalonde (Mercier, BQ): Monsieur le Président, en comparant décembre à décembre, les chiffres sont exacts, mais le ministre des Finances est supposé savoir que les chiffres auxquels on se réfère représentent la moyenne annuelle, qui est de 261 000, dont 70 000 au Québec.

Le ministre des Finances est-il conscient qu'en agissant comme je l'ai dit tantôt, il serait parfaitement irresponsable puisque, d'une part, il réduirait les paiements de transfert pour le financement de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale, laissant aux provinces le fardeau additionnel, tout en leur imposant des normes nationales de plus en plus contraignantes dans les circonstances? Est-ce que c'est ce que vous appelez le fédéralisme flexible?

[Traduction]

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, il est intéressant que la députée d'en face et moi-même soyons engagés dans une discussion visant à déterminer si, au chapitre de la création d'emplois, le bilan du gouvernement actuel après une année d'activité est le meilleur des cinq ou des dix dernières années. C'est de toute façon le meilleur bilan qu'il nous ait été donné de voir depuis fort longtemps au Canada.

Le ministre du Développement des ressources humaines a dit très clairement lorsqu'il s'est engagé à réformer les programmes sociaux que nous voulions les adapter à la réalité des années 90, que nous voulions faire de cette réforme un aspect très important de la capacité de création d'emplois au Canada et du programme global de notre gouvernement.

J'appuie la démarche du ministre. Il a eu le courage de proposer des changements fondamentaux et d'une vaste portée. J'ai bien du mal à accepter qu'un parti d'opposition tienne mordicus au statu quo des années 40 et qu'il ne comprenne pas ce que signifie le Canada de demain.

Le Président: Chers collègues, au début de la période, je vous ai souhaité la bienvenue en 1985, car en 1985, les questions et les réponses étaient très longues. Je ne doute pas un instant qu'en 1995, nous réussirons à écouter les deux. La parole est à la députée de Beaver River.

* * *

L'ÉCONOMIE

Mme Deborah Grey (Beaver River, Réf.): Monsieur le Président, nous sommes heureux d'être ici pour la première période.

Le Canada est l'un des pays les plus imposés du monde. Le fisc prélève plus de la moitié de notre chèque de paye sous une forme ou une autre, soit plus que la part destinée aux aliments, au logement et aux vêtements réunis. Cela devrait être amplement suffisant, mais, de toute évidence, ça ne l'est pas pour le ministre des Finances, qui semble prêt à alourdir davantage notre écrasant fardeau fiscal dans le budget de ce mois-ci.

Les Canadiens ne l'accepteront pas. Ils s'opposent à toute hausse d'impôt, un point c'est tout. Le premier ministre va-t-il écouter les Canadiens et renoncer immédiatement à toute hausse d'impôt dans le prochain budget?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les réformistes sont vraiment désespérés. Ils choisissent cette cible-là afin de passer aux informations parce qu'ils ne peuvent pas vraiment s'attaquer au gouvernement.

La députée devrait être patiente. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien (Saint-Maurice): Non, ils ne peuvent pas. Ils disent maintenant que nous allons hausser les impôts. Je ne le sais pas moi-même. Le budget viendra plus tard ce mois-ci. J'en discuterai avec le ministre des Finances.

• (1430)

Je le répète, le Parti réformiste va devoir admettre que le ministre des Finances a prévu l'an dernier que la croissance serait de 3 p. 100; or, elle a été de 4,2 p. 100. L'inflation a été nulle. Le chômage a diminué, passant du taux prévu de 11,1 à 9,6 p. 100.

Nous avons un gros problème. C'est la dette. Dans les neuf années qui ont précédé notre arrivée au pouvoir, le gouvernement de l'époque a ajouté 300 milliards de dollars à la dette. C'est un problème. Tous le reconnaissent. Nous allons faire ce que nous avons dit dans le livre rouge. Nous allons atteindre notre objectif de 3 p. 100 du PIB l'an prochain.

Mme Deborah Grey (Beaver River, Réf.): Monsieur le Président, on ne peut guère considérer comme noble un objectif qui consiste à s'endetter de 25 milliards de dollars par année.

Le premier ministre nous dit d'attendre le dépôt du budget. Cela n'est pas très rassurant pour les Canadiens. Pourquoi les acheteurs de maison qui ont vu leur versement hypothécaire mensuel monter de plus de 200 \$ devraient-ils attendre le budget? Les Canadiens veulent que le gouvernement agisse maintenant. En fait, cela fait plus d'un an qu'ils veulent que le gouvernement agisse.

Il ne s'agit pas pour le ministre des Finances de chiffres abstraits, mais de la vie concrète des gens; il ne s'agit pas seulement de résultats financiers.

Le premier ministre va-t-il envoyer un message clair aux Canadiens et leur dire que leur fardeau fiscal n'augmentera pas dans le prochain budget?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, personne ne peut dire ce qu'il y aura dans le budget jusqu'à ce qu'il soit déposé à la Chambre des communes. Le budget sera présenté avant la fin du mois. Ce sera un autre bon budget grâce auquel notre gouvernement atteindra ses objectifs.

Mme Deborah Grey (Beaver River, Réf.): Monsieur le Président, quand il s'agit de mettre de l'ordre dans les finances du pays, le leadership doit venir d'en haut. Or, personne au sein de ce gouvernement n'a fait le moindre pas de leadership.